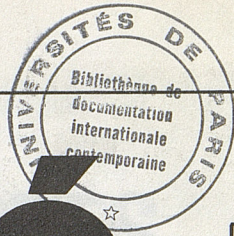


Don 67492



unité

Numéro 1
1ère année
Mai 1978



syndicale brésilienne

— Trimestriel - 3 francs —

OS OPERARIOS ESTÃO SE MEXENDO



é hora de oposição

40 p. 11311

1er MAI AU BRÉSIL

Pour la première fois depuis 1968, des manifestations autres que celles programmées par le gouvernement se sont déroulées au Brésil, pour la commémoration du 1er Mai.

Les différentes fêtes organisées montrèrent très clairement l'existence de trois courants dans le syndicalisme. Celui des «conciliateurs» ou «pelegos» qui ont comparu à la réception du Président de la République et ne font aucune critique ni revendications. Celle de certains présidents de syndicats qui, tout en faisant certaines critiques et

revendications pour l'amélioration des conditions de travail, acceptent la structure syndicale fasciste en vigueur. Enfin celle de l'Opposition Syndicale qui dénonce clairement l'actuelle structure syndicale, lutte pour la création d'un syndicalisme autonome et indépendant par rapport au Ministère du Travail et aux organisations politiques.

A Santo André, les participants ont même sifflé des députés du MDB, parti officiel de l'opposition, à cause de l'inexistence d'une politique travailliste promise depuis 7 ans. Un métallurgiste a même dit:

«Nous n'avons pas besoin de sénateurs et de députés bine nourris et bien vêtus, qui vont au Congrès comme s'ils défendaient les intérêts de la catégorie».

A Osasco, s'est réalisé un premier mai organisé principalement par l'Opposition Syndicale, au cours duquel fut lancée la proposition de commissions intersyndicales.

A Santo André, fut proclamée la nécessité d'une Commission Nationale des Travailleurs.

Le cahier de revendications qui a obtenu l'unanimité fut celui devenu maintenant traditionnel: droit de grève, liberté syndicale, délégués d'usines, libre négociation patrons-employés pour les augmentations de salaires. Mais de plus en plus, d'autres revendications sont proclamées: amnistie, réforme agraire profonde, intervention de l'Etat dans le stockage et la commercialisation des aliments, etc...

Très important mouvement de grèves des métallurgistes de Sao Paulo

Le plus important mouvement de grèves depuis 1968 a éclaté dans la région industrielle de Sao Paulo et sa banlieue. Le mouvement compte avec la participation effective et dynamique de l'Opposition Syndicale, son ampleur démontre la vitalité de la classe ouvrière de cette région.

C'est la première fois depuis 10 ans qu'un mouvement de cette ampleur se réalise au Brésil, et ceci malgré la législation officielle qui, en pratique, interdit l'exercice du droit de grève.

Les grèves ont été déclenchées par les travailleurs des grandes compagnies internationales: Mercedes-Benz (Daimler-Benz), Volkswagen, Ford et Saab-Scania.

Les revendications portent sur les salaires. Ceux-ci viennent d'être relevés de 39 % par le gouvernement, ce qui correspond tout juste

au taux officiel de l'inflation pour l'année écoulée. Mais les entreprises veulent décompter de cette augmentation, les 15 % déjà obtenus par les travailleurs il y a quelques mois. Face à cette manœuvre patronale, les travailleurs réclament au contraire une augmentation de 20% en plus de celle accordée par le gouvernement, ceci au titre du rattrapage partiel de la perte du pouvoir d'achat des salaires depuis 14 ans. Le Président Geisel lui-même a reconnu dans son discours du 1er mai «...le problème grave qui est le PROBLEME SALARIAL».

Une étude faite par le DIEESE (Département Intersyndical d'Etudes et Statistiques) concernant le rapport entre la ration essentielle minimum pour l'alimentation d'une personne (fixée par décret-loi 399 du 30-4-38) et salaire minimum de mars 1978 montre qu'il faut 147 h 14 mn de travail à un

smicard brésilien uniquement pour sa nourriture (1)... Ces chiffres se passent de commentaires.

De la même source, entre 1940 et 1977, alors que le PIB (Produit Intérieur Brut) par personne a été multiplié par 4, la valeur réelle moyenne annuelle du salaire minimum est tombée à 59 % de sa valeur en 1940 (1). La variation du taux de la mortalité infantile est en très étroite relation avec le niveau de vie de la population, ce qui constitue une preuve éclatante de la situation de cette partie de la population.

Pour que le salaire minimum en mai 1978 récupère son pouvoir d'achat de juillet 1940, il faudrait un réajustement de 117,06 % car le prix de la vie à Sao Paulo, dans ce laps de temps, a augmenté de 1091505 % alors que le salaire minimum ne l'a été que de 502809% (1).

(1) Revue ISTOE 10-05-78

LES METALLURGISTES

Grèves à Sao Paulo

Les ouvriers de 3 ateliers de la Mercedes-Benz à Sao Bernardo do Campo (banlieue de Sao Paulo) ont fait des mouvements de grèves de 2 à 4 heures les 26 et 27 mars derniers pour protester contre le système des promotions ne bénéficiant qu'une minorité d'entre eux.

Les patrons réagirent immédiatement par le licenciement de 17 ouvriers, bien que si l'on en croit le Département des relations publiques de l'entreprise, tout cela ne soit que mensonges. Il n'y aurait eu ni protestations ni licenciements...

Au Brésil, la Mercedes-Benz (1) possède, avec la Deutsche Bank, la firme Mercedes-Benz do Brasil, industrie automobile qui emploie environ 15 000 ouvriers. En 1976, la firme allemande a fabriqué 618 000 véhicules dont 370 000 voitures de tourisme et 248 000 véhicules utilitaires. 22 % de ces véhicules utilitaires sont fabriqués au Brésil, Argentine, Afrique du Sud, Espagne, Indonésie et Turquie, 55 % des ventes totales sont effectuées hors d'Allemagne.

Réajustement de salaires dans l'A B C

L'A B C ou autrement dit les villes de Santo André, Sao Bernardo et Sao Caetano dans la périphérie de Sao Paulo. Les syndicats de la métallurgie de l'ABC veulent résoudre le problème du réajustement salarial par la négociation directe avec les patrons et non par la Justice du Travail comme le prévoit la loi. En effet la Justice du Travail ne fait qu'entériner les indices fixés par le gouvernement.

Comme toutes les années, la Fédération des Syndicats de la Métallurgie de l'Etat de Sao Paulo, continuant la farce du syndicalisme brésilien dans les campagnes salariales, a obtenu l'approbation de 35

syndicats pour « négocier » avec les patrons l'augmentation de salaires de la catégorie.

La Fédération demande 119 % sachant que les patrons n'accepteront pas car le gouvernement a déjà déclaré que le réajustement ne serait que de 39 %. On peut prévoir que la Fédération reculera et que la Justice du Travail approuvera l'indice fixé par le gouvernement, empêchant ainsi toute mobilisation et lutte de la catégorie dans les usines.

C'est pourquoi 2 syndicats importants n'ont pas donné procuration à la Fédération et comptent mener la lutte eux-mêmes. Cette décision fut adoptée au cours d'assemblées qui réunirent plus de 3 000 ouvriers. La liste des revendications ne concerne pas seulement les salaires mais aussi 33 autres revendications diverses ainsi que la dénonciation des conditions d'habitat, de transport, de santé et d'éducation.

Dans les discours prononcés au cours des assemblées, les ouvriers ont affirmé que « l'heure approche d'une prise de position plus courageuse » ... « pour toute maladie il existe un remède et dans notre cas, c'est la pression par la grève qui est interdite » !

La fixation des réajustements de salaires est si arbitraire et si préjudiciable pour tous que même des patrons ont déclaré appuyer l'initiative des ouvriers.

L'empire de l'acier

Ici a commencé, le 16 avril 1968 la grève avec occupation d'usine à la tréfilerie de la Belgo-Minière de Belo Horizonte (Etat de Minas Gerais). Commencé avec 1 600 travailleurs, le mouvement a gagné de l'ampleur et finit par mobiliser 16 000 travailleurs de Contagem, la ville industrielle de Belo Horizonte.

L'empire de l'acier, construit et maintenu par la sueur et la répression de milliers de travailleurs, se trouve à 115 km de Belo Horizonte dans l'agglomération de Joao Monlevade qui compte 50 000 habitants.

La vie de la ville est rythmée par celle de la Compagnie Sidérurgique Belgo-Minière, tout y est organisé en vue du rendement maximum.

L'entreprise vient de mettre au point un plan d'expansion et de modernisation, elle a augmenté notablement la productivité mais pas les salaires..

Le travail dans les hauts fourneaux, les aciéries, les ponts roulants et les laminiers, exige un très gros effort physique à des températures très élevées, dans un bruit infernal, avec beaucoup de poussière, de gaz et une tension permanente.

Les accidents du travail « officiels » sont peu fréquents, mais la législation du travail ne reconnaît pas les « maladies professionnelles » comme « accidents du travail ». A la Belgo-Minière, le vieillissement est précoce et les maladies neurologiques et psychiques sont d'une fréquence inquiétante. La force de travail est « façonnée » comme l'acier dans le laminoir.

De plus, le système du travail posté adopté par l'entreprise, soumet les ouvriers à un rythme de 7 jours consécutifs de travail (le 3ème jour « le cerveau ne fonctionne plus » disent les ouvriers) et pratiquement empêche de participer des heures de loisir avec sa famille, ce qui provoque des déséquilibres graves.

La Belgo-Minière règne sur 4 200 employés mais est aussi responsable du chômage important dans la région. Les travailleurs vivent actuellement dans l'angoisse permanente, car elle n'embauche plus et commence une politique de compression du personnel. Les ouvriers pensent que la Belgo-Minière et d'autres entreprises de la région, dont la FIAT, veulent forcer une diminution des salaires, en licenciant un grand nombre d'ouvriers pour les réembaucher à des salaires plus bas.

Le salaire de début est de 2 800 cruzeiros (1 400 F) mensuels alors que le salaire moyen dans la région est de 4 000 Cr (2 000 F).

La Belgo-Minière est la reine de l'ICM (Impôt de Circulation des Marchandises) local qui alimente la mairie et ses 850 fonctionnaires.

Les 2 500 retraités de la ville sont d'anciens ouvriers de la Belgo-Minière ainsi d'ailleurs que les travailleurs internés dans les hôpitaux psychiatriques.

La Belgo-Minière est la reine de la politique, de la loi et de l'ordre locaux, ainsi que des déséquilibres qu'elle impose à la vie familiale des ouvriers.

La violence et les menaces contre les ouvriers et les syndicats sont de vieilles habitudes à Joao Monlevade. Jusqu'en 1964, l'arme politique de la Belgo-Minière fut le paternalisme, le monopole de l'emploi dans la région et les bas salaires. Les salaires étaient si bas et les répressions contre les mécontents si fréquentes, que plusieurs grèves éclatèrent

(1) « Multinationales et travailleurs au Brésil » éd. F. Maspéro.

jusqu'au coup d'Etat militaire de 1964, lorsque tous les dirigeants syndicaux furent destitués ou emprisonnés et leurs maisons envahies par l'armée.

A Monlevade, tout le monde connaît l'histoire des licenciements ouvriers de 1964, connue comme le « cas des 74 ».

L'entreprise a profité de la « chasse aux communistes » à l'époque du coup d'Etat — pour ne pas payer l'indemnisation prévue par la loi en cas de licenciement abusif d'ouvriers ayant plus de 10 ans d'ancienneté — elle a appelé la police et a accusé tous ces ouvriers d'être des agitateurs et des communistes.

José Maria Rodrigues fut l'un d'entre eux, employé dans l'entreprise depuis plus de 20 ans, il était président de la CIPA (Commission Industrielle de Prévention des accidents) et délégué syndical. Il fut licencié et emprisonné. Il n'a jamais reçu le moindre indemnité bien que l'accusation n'ait jamais été prouvée.

A l'époque le directeur de la Belgo-Minière était Ademar Soares de Oliveira, c'est lui qui a commandé la répression interne des travailleurs allant jusqu'à maintenir certains ouvriers enfermés dans son bureau en attendant l'arrivée de la police.

Devant tous ces faits, les travailleurs commencèrent à réagir et à se préparer pour la lutte. Les menaces commençaient déjà. Joao Paulo, président du syndicat des métallurgistes de Monlevade, pour manifester le mécontentement des travailleurs prétendait réaliser une manifestation dans la ville, pour appeler tous les travailleurs à une assemblée au cours de laquelle il voulait dénoncer le FGTS (Fonds de Garantie pour Temps de Service) comme cause de chômage, car la législation ne donne aucune garantie au travailleur. En effet le FGTS permet de renvoyer un travailleur sans motif moyennant une indemnité dont il a lui-même payé une partie prélevée sur son salaire...

A cause de cette initiative, Joao Paulo fut appelé par la DRT (Département Régional du Travail) et par la police, les travailleurs furent empêchés de se réunir et le syndicat menacé d'intervention par le gouvernement.

Le mois dernier, 150 ouvriers furent renvoyés de la Belgo-Minière (tréfilerie) à Belo Horizonte et 48 à la Belgo-Minière de Sabara.

Telle est la loi de l'acier et des grands profits, dont la plus grande partie est exportée vers la maison-mère européenne.

En 1976 la Belgo-Minière a eu un profit global liquide de 698 millions de cruzeiros, en 1977 il fut de 519 millions soit 1/7 du total de son investissement.

La Belgo-Minière dans la jungle des multinationales

La Belgo-Minière fait partie des entreprises contrôlées par le groupe SCHNEIDER, aussi quelques informations concernant ce groupe et ses diverses ramifications ont semblé utiles pour une meilleure compréhension de la situation. SCHNEIDER (1), principale holding française du groupe franco-belge EMPAIN-SCHNEIDER, contrôle notamment Creusot-Loire, la Société métallurgique de Normandie, l'entreprise des travaux publics SPIE-Batignolles, le chantier naval France-Dunkerque et le groupe bancaire financier et immobilier de l'Union Européenne. Schneider possède aussi une participation dans le puissant groupe sidérurgique belgo-luxembourgeois ARBED. Sur un chiffre d'affaires consolidé de 3 milliards de dollars en 1975, 45 % environ ont été réalisés en France et 55 % à l'étranger.

Au Brésil, le groupe contrôle :

- Bracofar - Cie brésilienne de Participations
- Mecanica Pesada SA
- Mac Gregor do Brasil Industria e Comercio SA
- Montagens Industriais Taubaté Ltda
- Les filiales de SPIE-Batignolles :
 - Cie Ferro Brasileira (groupe Arbed et Cia Belgo-Mineira et Schneider et Bracopor)
 - Cia Siderurgica Belgo-Mineira (capital 174,1 millions de dollars - 8 857 ouvriers à Joao Monlevade)
 - Cia Siderurgica Belgo-Mineira - Belo Horizonte
 - Cia Siderurgica Belgo-Mineira de Sabara

D'autre part, le groupe belgo-luxembourgeois ARBED contrôle entre autres :

Dans le minerai, la « Samitri SA Mineração Trindade » (capital 25,3 millions de dollars et 1 279 ouvriers) et la « Mineração Morro Velho » (capital 13,1 millions de dollars et 4 200 ouvriers).

Dans la sidérurgie, la « CIMAF » Cia Industrial e Mercantil de Artefatos de Ferro (capital 19,2 millions de dollars et 1 427 ouvriers).

Dans la mécanique, la « Artefatos de Aço SA (capital 3,1 millions de dollars et 275 ouvriers)

Dans l'agriculture, la Cia Agricola Sta Barbara (capital 3,3 millions de dollars et 201 ouvriers)

enfin la holding « Central de Administração e Participações avec un capital de 4,4 millions de dollars.

L'opposition syndicale au Minas Gerais

Les métallurgistes de Belo Horizonte et Contagem réunis pour la seconde fois en assemblée générale pour discuter des meilleures formes de lutte pour le réajustement des salaires, ont décidé de négocier directement avec le patronat au moyen de réunions avec les commissions d'usine. Cette proposition faite par l'Opposition Syndicale et approuvée par l'assemblée n'a pas été acceptée par les dirigeants du syndicat qui proposent le recours à la Justice du Travail.

L'argument de l'Opposition Syndicale est « qu'il faut beaucoup d'union et de mobilisation parmi les travailleurs pour affronter les patrons et faire prendre conscience aux métallurgistes de la force qu'ils représentent ».

Pour renforcer cet argument, un ouvrier a dénoncé le cas suivant : lors d'une récente manifestation à l'Eluma (entreprise concessionnaire de la FIAT), la direction a fait intervenir la police parce qu'un petit nombre d'ouvriers avait décidé de se réunir pour demander une augmentation de salaires.

Par ces réunions dans les usines, l'Opposition Syndicale veut augmenter le nombre de métallos dans le syndicat, les informer des principaux problèmes de la catégorie et donner une orientation pour la lutte professionnelle.

Importance des élections à Sao Paulo

Les 26 et 30 juin prochains auront lieu les élections du syndicat de la métallurgie de la ville de Sao Paulo. Le 4 avril dernier, plus de 350 ouvriers se sont réunis au siège du syndicat pour le lancement officiel de la liste d'opposition. Ce sera une campagne intensive de 3 mois pendant lesquels l'Opposition Syndicale va développer son organisation par la base dans les usines.

Un peu d'histoire ouvrière

Le syndicat des métallurgistes de la ville de Sao Paulo est le plus important d'Amérique Latine avec 300 000 ouvriers et plus de 60 000 syndicalisés. Il a été fondé en 1954.

Le président actuel, le « pelego » (jaune) Joaquim Andrade, occupe ce poste depuis 1965, et a transformé le syndicat

en une formidable machine bureaucratique qui lui a garanti la victoire aux élections jusqu'à présent...

Après le coup d'Etat de 1964, lorsque la dictature a décrété l'intervention dans plus de 500 syndicats, Joaquim Andrade a été nommé par cette même dictature pour diriger le syndicat de la métallurgie de Guarulhos, une des villes industrielles de la région de Sao Paulo. En 1965, lorsque la dictature militaire a commencé à organiser des élections syndicales, le pelego Joaquim a été élu sur une liste unique à la présidence qu'il occupe encore.

L'Opposition Syndicale des métallos de la ville de Sao Paulo s'est organisée aussitôt après l'intervention, mais en 1965 il ne lui fut pas possible de présenter une liste.

Depuis lors une brutale répression s'est abattue sur tous les militants, plusieurs fois emprisonnés, sans pour cela que soit diminuée la combattivité de l'Opposition. Elle était présente aux élections syndicales de 1967, 69 et 72, sans arriver à battre la machinerie installée par les pelegos. Durant tout ce temps, l'O.S. a développé un important travail d'organisation par la base.

La liste actuelle prétend recueillir les fruits de ce long processus de luttes, de tâtonnements et de réussites. Le premier pas a été la constitution d'une liste de

candidats à partir de la base. L'un des membres raconte que « le choix des 24 candidats à la direction du syndicat a été fait en deux étapes. La première fut l'assemblée dans les usines pour discuter les critères de choix et élire les représentants pour l'assemblée générale. La seconde, a été le choix des candidats en assemblée générale. En certains cas, les commissions d'usines indiquaient déjà les noms des camarades et les charges qu'ils devaient occuper ».

Les camarades pensent que seule une direction sortie de la base sera réellement engagée et attentive aux vrais problèmes et intérêts de l'ensemble des travailleurs et se préoccupera aussi de renforcer cette organisation par la base.

Les camarades de l'Opposition dénoncent les « pelegos » de l'actuelle direction comme « des professionnels du syndicalisme qui ont provoqué une grande apathie chez les métallurgistes, les obligeant peu à peu à abandonner le syndicat, car il ne leur apportait qu'une maigre assistance sociale. Ils sont allés même jusqu'à dénoncer à la police des camarades en les accusant de subversifs, uniquement parce qu'ils appartenaient à l'Opposition et cherchaient à être actifs dans les usines. Actuellement, nous souffrons de terribles pressions. Certains candidats ont été licenciés, d'autres sont empêchés de travailler dans plusieurs entreprises ».

La réunion du 4 avril, pour la présentation de la liste des candidats et de leur programme a eu lieu au siège du syndicat bien que les pelegos n'aient pas permis que soient utilisés les hauts-parleurs de la salle de réunions. Ce fut une réunion d'enthousiasme pour la lutte et de forte tension devant les dénonciations qui furent faites. Emotion et enthousiasme lorsque l'un des principaux leaders de l'Opposition Syndicale Waldemar Rossi a pris la parole. Emprisonné pour activités syndicales, accusé de subversion et répondant à un procès, il n'a pas pu être candidat, bien que le jugement l'ait reconnu innocent. ROSSI a exposé les difficultés qu'a toujours affrontées le syndicalisme au Brésil, et a dit « ces dernières années, les choses ont empiré, les leaders ont été démis, une récession de plus en plus grande a envahi les syndicats. Il est arrivé beaucoup de gens de l'intérieur (travailleurs de la campagne) à cause du changement intervenu dans l'agriculture et qui ne connaissent rien de l'histoire de la classe ouvrière. Et le vide s'est fait au point que les métallurgistes de Sao Paulo, la plus importante catégorie professionnelle de l'Amérique Latine n'ont plus été capables d'affronter les patrons et le gouvernement pour défendre leurs droits. Personne ne savait plus à quoi servait le syndicat. Et ce fut ainsi pendant plusieurs années.

Mais, maintenant dans mon lieu de travail, dans les conversations que j'ai avec mes camarades, je sens un esprit de changement. Une anxiété pour que de nouveaux camarades apparaissent et s'engagent. C'est un moment important car beaucoup de choses gênent les mouvements de l'Opposition Syndicale et cette réunion est une preuve de victoire sur les difficultés. Aujourd'hui nous nous engageons à faire connaître la plateforme de l'Opposition à tous les camarades de la métallurgie, car la classe ouvrière par une lutte constante arrivera à la victoire finale ».

La tension et le mécontentement grandissent lorsqu'un camarade parmi les dirigeants de la réunion fait la dénonciation suivante : « Camarades, les patrons ont très peur de nous. Tout ce qui sent l'Opposition, ils veulent le couper. Aujourd'hui même, Fernando qui est candidat a été licencié par INGERSORAND, mis à la porte parce qu'il est de l'Opposition. Ceci est contre la loi, mais la direction a eu peur d'accepter l'Opposition à l'intérieur de la boîte ».

Ceci provoqua un grand mécontentement parmi les travailleurs. Au fond de la salle un ouvrier déjà vieux fait la réflexion suivante : « C'est pour cela qu'il faut qu'il y ait le droit de grève ».

Les applaudissements ont éclaté lorsque Zé Pedro, leader de l'Opposition du syndicat des métallurgistes de Osasco a pris la parole pour exprimer la solidarité des métallurgistes d'Osasco qu'il représen-



Bernard BLANDIOT

tait : « Camarades, nous avons perdu les élections de Osasco non par l'indifférence des camarades ou parce qu'ils appuient le pelego du syndicat, mais à cause des manœuvres que la législation syndicale pourrie permet aux pelegos, vissés comme des huitres dans les syndicats et ne faisant rien pour les travailleurs. Au contraire ils cherchent toujours à être du côté des patrons et en arrivent même à empêcher la syndicalisation des travailleurs de plus de 45 ans. (En ce sens ils font comme les patrons qui n'embauchent plus les ouvriers de plus de 40 ans). Il faut en finir avec ça, camarades, luttons pour en finir ».

Le programme de l'Opposition

Les principaux points du programme de l'Opposition ont été définis démocratiquement à partir de discussions dans les usines, et tous les camarades de l'Opposition s'engagent à lutter pour eux, ce sont :

- l'augmentation de salaire tous les 3 mois suivant l'élévation du coût de la vie ;
- pour un salaire capable de satisfaire les besoins de base du travailleur et de sa famille ;
- pour le réajustement de salaires que nous avons perdu en 73 et 74 ;
- pour « à travail égal salaire égal », y compris pour les femmes et les mineurs ;
- contrat collectif de travail et négociation directe avec les patrons ;
- reconnaissance des délégués syndicaux choisis par les travailleurs ;
- formation de commissions de camarades dans les usines pour discuter des problèmes et mettre en route les résolutions ;
- droit de grève, comme il est reconnu dans le monde entier ;
- liberté pour discuter de nos problèmes et pour nous organiser ;
- indépendance vis-à-vis du Ministère du travail ;
- réajustement intégral pour les ouvriers qui ont moins d'1 an d'ancienneté, ceux qui sont en maladie ou retraités ;
- pour les congés payés double ;
- pour l'unification des dates des discussions collectives des salaires ;
- pour les 40 heures de travail par semaine sans diminution de salaire ;
- pour la reformulation du FGTS, avec stabilité du travailleur à partir du 1er jour de travail ;
- pour un salaire minimum professionnel et un salaire professionnel égal dans toutes les usines ».

De plus, l'Opposition veut aussi : « Réaliser des assemblées périodiques par usine pour discuter nos problèmes ; créer des annexes du syndicat auprès des usines à Lapa, Santo Amaro, Ipiranga et Penha (quartiers industriels), créer un secteur féminin » ; etc...

Première rencontre des femmes métallurgistes

Première rencontre réalisée les 21 et 28 janvier derniers (voir le n° 0 de l'« Unité Syndicale brésilienne »).

L'idée de cette rencontre a surgi en 1976 à cause du nombre croissant de main-d'œuvre féminine dans la région du syndicat de Sao Bernardo et Diadema. La catégorie comprend, dans la région, 120 000 travailleurs dont 20 000 femmes.

Le but principal était de stimuler la participation féminine dans les luttes syndicales, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent.

Un autre aspect important de la discussion concernait les importantes modifications envisagées dans la législation du travail, pour autoriser les heures supplémentaires et le travail nocturne des femmes.

Sur les 800 femmes qui se sont inscrites, 300 seulement ont pu effectivement participer car de nombreuses industries (Volkswagen, Mercedes-Benz, Termo-Elétrica, Arteb, Cafriz, Polimatic, Metalgal et autres) ont décidé de compenser ces jours-là les jours fériés de carnaval. D'après les dirigeants du syndicat, cette décision patronale a été purement et simplement un boycott, étant donné que ces dates avaient été fixées longtemps à l'avance.

Bien qu'il s'agisse d'une rencontre pour traiter des problèmes des femmes, elles ne participèrent pas de son organisation. Le président en avait confié le soin au secteur juridique qui ne compte aucune femme.

Les ouvrières métallurgistes ont réfléchi sur leur condition de travailleuses et sont arrivées aux conclusions suivantes :

1. La croissante participation de main-d'œuvre féminine dans les entreprises de S. Bernardo et Diadema cache un processus de baisse générale des salaires.
2. La faible rémunération du travail de la femme tient au fait que son salaire est considéré comme salaire d'appoint (en moyenne la femme métallurgiste reçoit 60 % de moins qu'un homme pour le même type de travail).
3. Salaires, congés, repos hebdomadaire, manque de garanties d'emploi et syndicales, montrent que les problèmes soulevés dans les précédentes rencontres concernent aussi actuellement la femme qui travaille.

Au stade actuel d'organisation de la société brésilienne, la condition féminine impose aux femmes, en plus d'une fatigante journée à l'usine, une seconde journée de travail à la maison.

En conséquence, les points de leur plateforme immédiate sont :

1 — comme travailleuses, elles font partie d'un ensemble plus grand qui est l'ensemble des travailleurs. Elles font leurs toutes les luttes des travailleurs et réaffirment les conclusions déjà prises aux 1er et 2ème Congrès des Travailleurs de la Métallurgie de Sao Bernardo do Campo et Diadema ;

2 — comme travailleuses, elles forment un groupe spécifique dans la classe ouvrière et avec des revendications fondamentales qui doivent être prises en compte par tous les travailleurs, soit :

— égalité de rémunération homme - femme, sans discrimination de couleur et d'âge,

— amélioration des conditions de travail pour tous les ouvriers, en les adaptant à la présence de femmes dans les usines,

— conditions sociales permettant l'épanouissement de la femme dans le travail, sans porter tort à sa vie familiale, par exemple crèches, jardins d'enfants ainsi que initiatives lui permettant de réduire le temps des activités domestiques.

Par rapport aux projets de modifications de la législation du travail des femmes, elles considèrent que :

● Ces mesures provoqueraient une réduction généralisée des salaires ;

● Le travail nocturne signifie augmenter et aggraver les très mauvaises conditions de travail existant dans les usines.

3 — Création d'une commission qui, avec la direction du syndicat cherchera comment arriver à la meilleure intégration possible des travailleuses dans les activités syndicales.

Après la rencontre, par mesure de représailles, plusieurs travailleuses ont été licenciées.

Maria Helena, 9 ans d'ancienneté à l'ARTEB a été renvoyée sans aucun dédommagement. Lorsque ses camarades sont allées demander la raison de son renvoi, le chef du personnel a répondu que c'était pour leur apprendre à ne plus aller à une rencontre et au syndicat.

Plusieurs entreprises menacent, suspendent ou renvoient les ouvrières qui ont participé à la rencontre. La manière utilisée pour découvrir le nom des participantes est très simple. Le syndicat a passé un accord avec les entreprises pour envoyer un certificat de participation afin de justifier leur absence du travail. Par ce certificat, l'usine a eu le nom de toutes les participantes...

Les entreprises usent de certains stratagèmes comme transférer l'ouvrière à un poste de travail mauvais, ou dans un autre atelier alors qu'elle est depuis très longtemps dans le même. Si l'ouvrière refuse, elle est renvoyée sans aucun droit, ce fut le cas de Maria Helena.

La même semaine, 5 autres ouvrières ont été licenciées et d'autres firmes comme Polimatic et Autometal menacent de faire de même.

La « Polimatic Electro metalurgica (mécanique) a un capital de 10,4 millions de dollars, 729 travailleurs.

« Volkswagen » produit annuellement plus de 2 millions de véhicules dont les 3/4 en RFA. Le 1/4 restant est produit au Brésil (530 000 véhicules en 1976) au Mexique (85 000 véhicules) et en Afrique du sud (37 000 véhicules).

Au Brésil, Volkswagen contrôle ou participe des sociétés suivantes :

— Volkswagen do Brasil, industrie automobile, en association avec le groupe brésilien Monteiro Aranha (capital 287,2 millions de dollars, 38 979 travailleurs).

— Forjaria Sao Bernardo, industrie sidérurgique en association avec les firmes allemandes Flick et Thoeschi.

— Servopa SA entreprise de commerce.

LES EMPLOYÉS DE BANQUE

Opposition syndicale au Parana

A Curitiba (Etat du Parana) les employés de banque ont procédé à l'élection de leurs dirigeants syndicaux. Il y avait 2 listes en présence, dont une de l'Opposition.

Le programme de la liste chéfiée par l'actuel président est de promouvoir diverses activités sportives.

Quant à l'Opposition elle centre sa campagne sur de meilleurs salaires, la récupération du pouvoir d'achat diminué de 50 % depuis 1964 et la défense de la femme employée de banque enceinte qui est systématiquement renvoyée, ainsi que contre les amendes sur salaires lorsque les employés brisent une pièce de machine dans leur travail.

Les gérants des banques et les banquiers menacent de licenciement ceux qui veulent se syndicaliser ou se présenter aux élections syndicales.

Cette élection est un évènement très important pour les employés de banque de Rio car cela n'était pas arrivé depuis 1972.

En 1972, le jour de l'assemblée syndicale, convoquée pour revendiquer l'augmentation du salaire minimum professionnel, les troupes de la Marine de Guerre brésilienne ont pris d'assaut le siège du Syndicat où se tenait l'assemblée. Ils ont arrêté plusieurs syndiqués et dirigeants syndicaux. Le représentant de la « Delegacia Regional do Trabalho », qui accompagnait les troupes, a destitué la Direction en place et nommé une Junte Syndicale Gouvernementale, qui est restée au pouvoir jusqu'en 1975.

En 1975, la DRT suspend l'intervention gouvernementale et convoque les employés syndiqués pour élire « librement » leurs représentants. Soutenu par la DRT, l'ancien président de la Junte Syndicale Gouvernementale est élu à la présidence du Syndicat où il se trouve jusqu'à aujourd'hui, cherchant à se faire réélire.

Pendant ces trois dernières années, il a appliqué une politique d'assistance sociale, n'a entrepris aucune revendication, aucune lutte. La répression gouvernementale, la politique d'assistance sociale ont provoqué une démobilisation dans les luttes syndicales à l'intérieur du Syndicat.

Avec sa renaissance, l'Opposition Syndicale marque sa présence définitive dans la dernière campagne salariale, elle gagne puissance et respect à la base au point de lancer une liste concurrente contre le groupe qui est soutenu par le délégué de la DRT.

« Nous sommes de l'Opposition Syndicale parce que nous comprenons que la transformation du Syndicat en un organe d'assistance sociale démobilise les travailleurs et vide le syndicat en tant qu'organe de lutte. Il faut reprendre une position de lutte pour la liberté et l'autonomie syndicales. Nous luttons pour un syndicat fort et combatif ». Ainsi parla le candidat de l'Opposition Syndicale.

Elections à Rio de Janeiro : l'heure est à la lutte

Après une campagne intensive pour dénoncer la fraude électorale aux dernières élections, l'Opposition Syndicale a vu ses efforts récompensés, les élections de janvier ont été annulées. Il y avait dans l'urne plus de bulletins de votes que d'électeurs inscrits.

La prochaine élection sera réalisée dans les 20 jours. La liste de l'Opposition représente le programme suivant :

- lutte pour l'autonomie syndicale,
- droit de grève,
- formation de commissions par entreprise,
- augmentation des salaires à des niveaux plus élevés que le coût de la vie.

LES JOURNALISTES

Un pelego de plus en péril à Rio de Janeiro

Une liste de l'Opposition Syndicale va concourir aux élections du syndicat des journalistes de Rio. Le processus de choix des candidats a démontré la disposition des journalistes pour participer activement de la résolution de leurs problèmes et mettre en pratique un syndicat agissant et représentatif.

Dans tous les locaux de travail ont surgi plusieurs candidats, le choix s'est fait par un vote libre sur le lieu du travail. Pendant la campagne de composition de la liste, les forces contraires à la liberté

syndicale se sont manifestées et plusieurs journalistes ont été licenciés ou éloignés de leurs charges.

Elections à Sao Paulo

Pendant 3 jours, une banderolle est restée fixée sur le fronton du siège du syndicat des journalistes de Sao Paulo : « Aujourd'hui ici, élections libres, directes et secrètes ». Pendant ces 3 jours 2 213 journalistes ont voté. Finalement, la liste unique fut élue... et le nouveau président David Moraes, promit de « donner de plus grands et plus rapides pas en avant, dans la ligne de dignité et fermeté que l'ancienne direction a initié ».

ASSOCIATIONS DES HABITANTS DE QUARTIER

Les habitants des immeubles D. Jaime Camara Rio de Janeiro, qui représentent 7 200 appartements occupés en moyenne par 4 ou 5 personnes, sont constamment menacés.

Ces jours derniers, 8 familles ont été délogées, ce qui a provoqué de vives protestations des habitants au sujet de leurs conditions de vie et contre les exigences de la Compagnie d'Habitation de l'Etat. Devant les protestations, les délogements furent retardés, mais les habitants restent sur leurs gardes et disent : « La CEHAB ne tient jamais compte de la personne, de l'être humain. Seul compte l'argent, chose rare ici ».

Ces immeubles sont financés par le BNH (Banque Nationale d'Habitation), une banque formée par le capital des ouvriers ; une de ses attributions devrait être de financer des maisons pour le peuple, mais au lieu de cela, elle finance

des projets d'implantation de multinationales, hôtels de luxe pour tourisme international et des résidences de luxe.

Bidonvilles de Rio

Sur la colline du Vidigal à Rio, 1 500 habitants du bidonville sont menacés de délogement. Cependant depuis octobre, ils résistent à la décision du gouvernement de l'Etat.

En général, les habitants des bidonvilles sont ouvriers du bâtiment, conducteurs d'autobus, mécaniciens ; les femmes pour la plupart travaillent comme employées de maison dans les quartiers riches, les plages fameuses du tourisme international : Leblon, Ipanema, Copacabana, etc... Si ces travailleurs ne veulent pas quitter leur bidonville, c'est que leur travail, les écoles, les hôpitaux, les commerces, etc... sont à proximité, alors que là où on veut les reloger il n'y a aucun de ces services et que leur bas salaire ne leur permet pas de dépenser le double en transport.

LES TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE

Bulletin édité par l'association
BRESIL DES TRAVAILLEURS
6, rue d'Ecosse - 75005 Paris

Abonnements

- ordinaire, avec numéros spéciaux éventuels: 20 F
- de soutien: . . . à partir de 50 F

Paiement par chèque bancaire ou chèque postal adressé à :

BRESIL DES TRAVAILLEURS
6, rue d'Ecosse
75005 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 F en timbres.

Directeur de la publication :
Paulette RIPERT

Maquette et impression :
Atelier de Reprographie
26 rue de Montholon
75009 PARIS

CPPAP n° 45425

Multinationale contre petits agriculteurs

La Compagnie « Trindade Desenvolvimento Territorial », du groupe ADELA dont le siège est à Luxembourg et dont le principal actionnaire est la « Brascan Toronto », expulse les posseiros de Trindade, près de Parati dans l'Etat de Rio de Janeiro, par la violence et créant un climat de terreur dans la région, par des tirs et des menaces faites par les hommes de main de la Compagnie. (Les posseiros sont des paysans qui occupent légalement une terre qu'ils ont défrichée mais pour laquelle ils n'ont pas de titre de propriété).

Trindade est une agglomération où habitaient 100 familles qui reçurent la terre de leurs grands-pères et arrière-grands-pères il y a plus de 200 ans. Aujourd'hui il ne reste plus que 20 familles. La Compagnie veut implanter un ambitieux projet touristique de haut luxe. Elle a profité de l'ignorance des paysans pour leur faire signer des documents de vente de leurs maisons.

Expulsions au Mato Grosso

Des hommes de main au service du grand propriétaire Pedro Ferreira et des hommes de la police militaire ont expulsé 30 familles de posseiros dans la commune de Dom Aquino au Mato Grosso, brûlant leurs maisons et tout ce qu'elles possédaient. Les familles se sont réfugiées dans les écoles et le salon paroissial du lieu.

Assassinats au Maranhao

La police de Timbiras au Maranhao a tiré contre un groupe de 30 travailleurs agricoles désarmés qui accompagnaient jusqu'à la prison un de leurs camarades qui venait d'être arrêté. Il y a eu 1 mort et 3 blessés.

União sindical brasileira
no 1 maio 1978

É HORA DE UNIÃO

VOTE NA OPOSIÇÃO

CHAPA 3

COMPANHEIROS METALÚRGICOS

NOSSA SITUAÇÃO

Antes se falava em Milagre Brasileiro, hoje todo mundo fala em crise, mas para os trabalhadores a situação continua piorando:

- Nosso salário perde valor dia a dia;
- somos forçados pela situação a fazer mais horas extras;
- nas fábricas, com a desculpa da crise, muitos operários são despedidos, e para os que ficam exige-se mais produção;
- Não temos estabilidade no emprego. Somos dispensados a qualquer momento, dependendo apenas dos interesses dos patrões;
- nas fábricas novos regulamentos nos tiram a pouca liberdade que tínhamos. Os nossos poucos direitos reconhecidos por leis são constantemente desrespeitados.

E O SINDICATO?

No mundo inteiro os trabalhadores criaram os sindicatos para se unirem e resistirem contra as injustiças praticadas pelos patrões.

O papel do verdadeiro sindicato é organizar nas fábricas os operários na luta por:

- melhores salários
- melhores condições de trabalho
- e outras reivindicações que beneficiem a nossa classe

No entanto, nas fábricas, nossos companheiros estão vendo que o nosso sindicato não cumpre esse papel, e também que nós, trabalhadores, estamos proibidos de negociar diretamente com os patrões e de fazer greve.

Mesmo com essa situação, e sem apoio da diretoria do sindicato, nós operários estamos lutando e alcançando vitórias em muitas fábricas através de pequenas paradas, greves tartarugas, abaixo assinados.

Uma diretoria ligada verdadeiramente aos interesses da classe será um passo a mais para conseguir um sindicato que apoie, unifique e oriente essas lutas.

O QUE A OPOSIÇÃO QUER?

Nosso objetivo é construir a união da categoria, levando o sindicato a se aproximar mais dos companheiros nas fábricas.

Organizar a categoria a partir de seus locais de trabalho, incentivando a criação de comissões representativas, formadas de operários de várias seções que na fábrica, junto com todos os

companheiros que se organizam na luta por seus interesses.

Essas comissões deverão ser a base para mudar toda a estrutura sindical, que hoje permite aos sindicatos ficarem longe da vida e da luta dos trabalhadores.

Assim organizados em Comissões de Fábrica e no Sindicato lutaremos **contra o arrocho salarial, por aumentos acima do custo de vida e não fazendo acordos em prejuízo da categoria.**

Organizados em torno do nosso Sindicato combativo, conquistar, na prática o direito de greve, como é reconhecido no mundo inteiro.

Criar sub-sedes do sindicato como por exemplo em Santo Amaro Lapa, Ipiranga, Penha, perto das fábricas onde os companheiros trabalham, para discutir e resolver nossos problemas e incentivando a participação de todos os companheiros.

NOSSA CHAPA

Para lutar por tudo isso, apresentamos o Programa e a Chapa de Oposição.

Companheiros organize na sua fábrica um grupo de apoio à Oposição sindical-chapa 3 para discutir e levar adiante essas reivindicações.

Somente a classe operária unida e organizada pode mudar a situação.

4 P 11311 mai 78

NOSSO PROGRAMA

POR MELHORES SALÁRIOS, LUTAREMOS COM TODOS METALÚRGICOS:

- Contra a lei do ARROCHO SALARIAL
- Pelo AUMENTO DO SALÁRIO, de três em três meses, de acordo com o aumento do custo de vida.
- Por um salário Mínimo capaz de atender as necessidades básicas do trabalhador e sua família.
- Pela REPOSIÇÃO do que a gente perdeu nos SALÁRIOS, nos anos de 73 e 74.
- Luta constante contra o aumento do CUSTO DE VIDA.

SOMOS GENTE, QUEREMOS MELHORES CONDIÇÕES DE TRABALHO.

- Segurança para diminuir os ACIDENTES DE TRABALHO.
- HIGIENE e RESTAURANTE... ÔNIBUS... VESTIÁRIOS...

JUNTOS LUTAREMOS PELO CUMPRIMENTO DAS LEIS TRABALHISTAS.

- SALÁRIO IGUAL para TRABALHO IGUAL, inclusive para as mulheres e menores.
- Pagamento do adicional de INSALUBRIDADE.
- Pela melhoria do INPS com fiscalização do sindicato.
- Lutaremos para resolver o problema das creches das companheiras que trabalham.

PARA MELHORAR NOSSA SITUAÇÃO, PRECISAMOS CONSEGUIR:

- CONTRATO COLETIVO de trabalho e NEGOCIAÇÕES DIRETAS com os patrões
- RECONHECIMENTO DOS DELEGADOS SINDICAIS escolhidos pelos trabalhadores.
- A formação e reconhecimento de COMISSÕES DE COMPANHEIROS nas fábricas para discutir os problemas e encaminha resoluções.
- O DIREITO DE GREVE, como é reconhecido no mundo todo.

LIBERDADE SINDICAL - UM SINDICATO DOS TRABALHADORES

- É preciso acabar a atual ESTRUTURA SINDICAL.

- Precisamos de LIBERDADE para discutir nossos problemas e para nos organizar.
- Precisamos conseguir nossa INDEPENDÊNCIA em relação ao Ministério do Trabalho.

UM SINDICATO ABERTO A TODOS METALÚRGICOS

- ABRIR O SINDICATO para todos Metalúrgicos, sindicalizados ou não nas decisões importantes para a categoria.
- Realizar ASSEMBLÉIAS periódicas por fábricas ou grupos de fábricas, para discutir nossos problemas.
- Criar SUB-SEDES do sindicato, perto das fábricas, na LAPA, STO. AMARO, IPIRANGA, PENHA.
- Criar um DEPARTAMENTO FEMININO.
- Dinamizar nosso Jornal e os boletins a serviço dos trabalhadores.
- Dinamizar e melhorar o DEPARTAMENTO JURÍDICO e o DEPARTAMENTO CULTURAL
- Incentivar e facilitar a sindicalização dos companheiros.
- Fazer com que todos companheiros possam aproveitar a COLÔNIA DE FÉRIAS.

METALÚRGICOS, PRECISAMOS DE NOVAS CONQUISTAS

- REAJUSTE INTEGRAL para os operários com menos de 1 ano de casa e para os que estão no INPS ou Aposentados.
- Pagamento do SALÁRIO e FGTS até o dia da homologação do contrato de trabalho do operário despedido.
- Um SALÁRIO MÍNIMO PROFISSIONAL e um SALÁRIO PROFISSIONAL IGUAL EM TODAS AS FÁBRICAS.
- Um SALÁRIO MÍNIMO igual para todas Regiões do País.

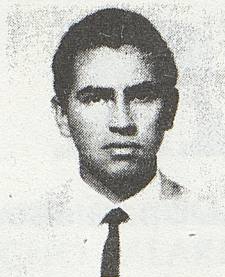
INSISTIREMOS NA LUTA.

- Pelas FÉRIAS pagas em DOBRO.
- Pela UNIFICAÇÃO das datas bases dos DISSÍDIOS COLETIVOS.
- Pelo fim dos DESCONTOS por ocasião dos Dissídios coletivos.
- Por 40 horas semanais de trabalho, sem diminuir o salário.
- Pela reformulação do FGTS, com ESTABILIDADE do TRABALHADOR a partir do primeiro dia do trabalho.

DIRETORIA



Anísio Batista de Oliveira
Toshiba do Brasil S/A



Santo Dias da Silva
Metalúrgica Alfa S/A.



Hélio Bombardi
Massey Ferguson do Brasil
S/A.



Sante Conte
Ferragem e Laminação Bra-
sil S/A.



Fernando do Ó Velozo
Instron S/A.



Ubiraci Dantas de Oliveira
Philco Rádio e Televisão
Ltda.



Marcolino Martins dos San-
tos
Siderúrgica J.L. Aliperti S/A

Presidente: Anísio Batista de Oliveira - Toshiba do Brasil S/A

Vice-Pres.: Santo Dias da Silva - Metalúrgica Alfa S/A

Secret. Ger.: Hélio Bombardi - Massey Ferguson do Brasil S/A

Tesoureiro: Sante Conte - Ferragem e Laminação Brasil S/A

1º Secret.: Fernando do Ó Velozo - Instron S/A

2º Secret.: Ubiraci Dantas de Oliveira - Philco Rádio e Televisão Ltda.

2º Tesour.: Marcolino Martins dos Santos - Siderúrgica J.L. Aliperti S/A

CONSELHO FISCAL

Waldemar de Souza - Siemens S/A

Amancio Dias de Araújo - Caterpillar Brasil S/A

Octaciano Anselmo - Artef. de Metais Itamar Ltda.

DELEGADOS NO CONSELHO DA FEDERAÇÃO

Marta Maria Rodrigues Costa - Sandvick do Brasil S/A

Leonidas Martins Reis - Metalac S/A

SUPLENTES DA DIRETORIA

Francisco de Assis Neves - Sprecher & Schuk do Brasil S/A

Archangelo Rodrigues Coelho - Metal Leve S/A

Francisco José de Oliveira - C.A.I.O. Cia. Americ. Ind. Onibus

José Félix da Silva - Siderúrgica J.L. Aliperti S/A

Francisco Martins da Cunha Filho - Ford Brasil S/A

Carlos Furlan - Arno S/A

Fernando José Batista de Moraes - Ingersoll - Rand S/A

SUPLENTES DO CONSELHO FISCAL

Arlindo Alves - Faparma S/A

Mário Alonso Martins - Máquinas Gutman S/A

Juarez de Oliveira Santos - Fundação Solon S/A

SUPLENTES DO CONSELHO DA FEDERAÇÃO

Maria Liduina Silva - Telemecanique S/A

Dorival Ross Conde - Volkswagen do Brasil S/A

NOTRE PROGRAMME

Pour de meilleurs salaires, nous lutterons, nous nous battons avec tous les métallurgistes:

- contre la loi de blocage des salaires (arrocho salarial);
- pour des augmentations de salaire, tous les trois mois, suivant l'augmentation du coût de la vie;
- pour un salaire minimum capable de satisfaire les besoins vitaux du travailleur et de sa famille;
- pour la restitution de ce qu'on nous a enlevé de nos salaires en 73 et 74;
- lutte continue contre l'augmentation du coût de la vie.

Nous sommes des êtres humains, nous voulons de meilleures conditions de travail:

- sécurité pour diminuer les accidents du travail;
- hygiène et cantines... autobus ... vestiaires.

Ensemble nous lutterons pour le respect des lois du travail:

- à travail égal, salaire égal, y compris pour les femmes et les mineurs;
- prime d'insalubrité;
- pour l'amélioration de l'INPS sous surveillance du syndicat;
- nous lutterons pour résoudre le problème des crèches pour nos camarades femmes qui travaillent.

Pour améliorer notre situation, il faut obtenir:

- le contrat collectif de travail et des négociations directes avec les patrons;
- la reconnaissance des délégués syndicaux choisis par les travailleurs;
- la formation et la reconnaissance des commissions d'usine pour discuter des problèmes et pour faire appliquer les décisions;
- le droit de grève, ainsi qu'il est reconnu dans le monde entier.

Liberté syndicale - un syndicat des travailleurs:

- il faut en finir avec la structure syndicale actuelle;
- nous voulons la liberté de discuter de nos revendications et de nous organiser;

- nous voulons obtenir notre autonomie par rapport au Ministère du Travail.

Un syndicat ouvert à tous les métallurgistes:

- ouvrir le syndicat à tous les métallurgistes, syndiqués ou non, pour les décisions importantes concernant cette catégorie;
- tenir des assemblées périodiques par usine ou groupe d'usines pour discuter de nos revendications;
- créer des sous-sièges du syndicat, près des usines à Lapa, Santo Amaro, Ipiranga, Penha;
- créer un département féminin;
- animer notre journal et les bulletins au service des travailleurs;
- animer et améliorer la section juridique et la section culturelle;
- impulser et faciliter la syndicalisation des camarades;
- faire en sorte que tous les camarades puissent profiter des camps de vacances.

Métallurgistes, il faut de nouvelles conquêtes:

- réajustement intégral pour les ouvriers qui ont moins d'un an d'embauche et pour ceux qui sont à l'INPS ou à la retraite;
- paiement du salaire et FGTS jusqu'au jour de cessation du contrat de travail de l'ouvrier renvoyé;
- un salaire minimum professionnel et un salaire professionnel égal dans toutes les usines;
- un salaire minimum égal pour toutes les régions du pays.

NOUS CONTINUERONS A LUTTER POUR

- les congés annuels payés doubles;
- l'unification des dates de signature des contrats collectifs de travail;
- l'arrêt des prélèvements de salaire à l'occasion de la signature des contrats collectifs de travail;
- 40 heures de travail hebdomadaire, sans diminution de salaire;
- la reformulation du FGTS, avec la stabilité d'emploi dès le premier jour de travail.

C'est l'heure de l'union votez pour l'opposition (liste 3)

Camarades métallurgistes

Notre situation :

Auparavant on parlait de Miracle Economique, aujourd'hui le monde parle de crise, mais pour les travailleurs la situation continue à empirer :

- notre salaire perd de sa valeur de jour en jour;
- nous sommes obligés de faire plus d'heures supplémentaires;
- dans les usines, sous le prétexte de la crise, de nombreux ouvriers sont renvoyés et ceux qui restent doivent travailler plus;
- nous n'avons pas la stabilité d'emploi, nous sommes renvoyés à tout moment, cela dépend seulement des intérêts du patron;
- dans les usines, de nouvelles réglementations nous enlèvent le peu de liberté que nous avons. Le peu de droits qui nous sont reconnus par la loi ne sont pas respectés.

Et le syndicat ?

Dans le monde entier, les travailleurs ont créé leurs syndicats pour s'unir et résister aux injustices commises par les patrons.

Le rôle d'un véritable syndicat est d'organiser les ouvriers dans les usines pour lutter pour :

- de meilleurs salaires;
- de meilleures conditions de travail;
- et d'autres revendications de la classe ouvrière.

Cependant, dans les usines, nos camarades se rendent compte que notre syndicat ne remplit pas ce rôle, et aussi que nous, travailleurs n'avons pas le droit de négocier directement avec les patrons et de faire grève.

Même dans cette situation et sans l'appui de la direction du syndicat, nous, ouvriers luttons et obtenons des victoires dans plusieurs entreprises en faisant des arrêts de travail, des grèves «tortue», des pétitions.

Une direction véritablement liée aux intérêts de la classe ouvrière sera un pas de plus pour obtenir un syndicat qui soutient, unifie, et oriente ces luttes.

Que veut l'opposition ?

Notre objectif est d'unifier la catégorie des métallurgistes en obligeant le syndicat à se rapprocher plus des camarades dans les usines.

Organiser les métallurgistes dans les lieux de travail, animer la création de commissions d'usines représentatives formées d'ouvriers des divers secteurs de l'usine, avec tous les camarades qui luttent pour leurs intérêts.

Ces commissions d'usine devront être la base qui permettra de changer la structure syndicale actuelle si éloignée de la vie et des luttes des travailleurs.

Ainsi, organisés en commissions d'usines et dans le syndicat, nous lutterons contre le blocage des salaires, pour des augmentations dépassant l'inflation du coût de la vie sans faire de concessions préjudiciables aux métallurgistes.

Organisés autour d'un syndicat combatif, conquérir dans les faits le droit de grève, ainsi qu'il est reconnu dans le monde entier.

Créer des sous-sièges du syndicat, par exemple à Santo Amaro, Lapa, Ipiranga, Penha, près des usines où travaillent les camarades, pour discuter et résoudre nos problèmes et impulser la participation des camarades.

Notre liste :

Pour mener cette lutte, nous présentons le programme et la liste d'opposition syndicale.

Camarades, organisez dans les usines des groupes de soutien à l'opposition syndicale, liste 3, pour discuter et lutter pour ces revendications.

Seule la classe ouvrière unie et organisée peut changer la situation.

48 11311 mai 78